

Lettre ouverte du PCF 29 à Richard Ferrand



Les communistes du Finistère à

Monsieur Richard FERRAND

Député de la 6ème circonscription du Finistère

Président du groupe LRM de l'Assemblée Nationale



Monsieur le Député et président du Groupe LRM,

Les communistes, leurs élus de la 6ème circonscription et du département, souhaiteraient que vous receviez une délégation à votre permanence, pour échanger avec vous sur la mise en œuvre localement des différents textes législatifs qui s'appliquent ou vont s'appliquer portant sur :

- Les ordonnances réformant le code du travail
- L'augmentation de la CSG

- La réduction des APL
- La baisse drastique des contrats aidés qui, bien qu'insuffisants financièrement, permettaient aux collectivités, EHPADS, associations diverses de maintenir des services à la population
- Les moyens financiers des collectivités territoriales
- Le devenir des services publics sur notre département: transports, éducation nationale, santé, personnes âgées etc...
- Les conséquences pour les chantiers du port de Brest de la cession de STX à Saint-Nazaire à l'italien Fincantieri

Autant de sujets qui concernent et préoccupent nos concitoyens finistériens, et sur lesquels la politique du gouvernement nous inquiète par ses conséquences prévisibles.

Pariant sur votre attachement au débat, à l'échange politique et citoyen, nous vous proposons de vous rencontrer à votre permanence de Châteaulin, en fin de semaine, à une date qui pourrait se situer dans le courant du mois d'Octobre.

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions de croire Monsieur le Député et Président de groupe en nos meilleurs sentiments républicains.

Pour les Communistes du Finistère,

Ismaël DUPONT, secrétaire départemental du PCF Finistère

À Brest le 2 octobre 2017

Hommage à Yves Autret, grand militant et résistant communiste finistérien

La Fédération du PCF du Finistère rend hommage et adresse un dernier salut fraternel à Yves Autret, notre camarade de Pont-de-Buis, adhérent de la section de Châteaulin, décédé à 93 ans le 17 août 2017 et s'associe à la tristesse de sa famille, des ses amis, de ses proches.

Nous avons reçu le 22 août une lettre, ci-dessous, du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent qui a écrit au secrétaire départemental pour s'associer à l'hommage à Yves Autret.



Yves Autret, capitaine Pierre – photo

ANACR

Cher camarade,

Je viens d'apprendre le Décès de Yves Autret.

Je voudrais, au nom de la direction nationale du Parti communiste français, te faire part de ma grande tristesse, en

te demandant de dire toute mon affection à sa famille, aux communistes du Finistère, aux camarades et amis, notamment de la CGT et de l'Anacr, à toutes celles et ceux qui l'ont apprécié, aimé et ont milité avec lui.

Yves était un homme que le Parti communiste est fier d'avoir compté parmi les siens. Membre de notre Parti dès l'âge de 15 ans, il a fait de son engagement, de son attachement aux valeurs d'égalité et de justice, de son combat pour un monde de paix et de solidarité avec les peuples, une constante de toute sa vie : sa fidélité à son engagement et à tous les combats émancipateurs force le respect.

C'est notamment le cas pendant l'occupation où il occupa, au sein des FTP du Finistère, des responsabilités importantes de propagande ou d'actions directes contre l'occupant Nazi. Nous n'oublierons pas l'engagement et le courage d'Yves, ou plutôt du «Capitaine Pierre » pour reprendre son pseudonyme de l'époque.

Yves n'a eu de cesse ensuite de militer, jusqu'à ses dernières forces, au sein de son parti et de son syndicat la CGT, dans l'entreprise du bâtiment où il travaillait.

Il avait à cœur aussi de faire connaître aux nouvelles générations, au sein de l'ANACR dont il fut un militant actif dès sa création dans le Finistère ce que fut son combat libérateur, l'expérience et les leçons qu'il en tirait.

La trace qu'a laissé Yves est et restera vive.

En te faisant part de la peine qui est la mienne, je voulais dire combien le Parti communiste français est fier et reconnaissant de la part qui fut celle d'Yves dans le rayonnement et la place originale de notre parti en France, aux côtés de toutes celles et ceux qui agissent pour un avenir de progrès pour le monde du travail et pour toute l'Humanité.

Je t'adresse, Cher ami, cher camarade, mes salutations les

plus fraternelles.

Pierre Laurent, le 22 août 2017.

Présent aux obsèques d'Yves, Ismaël Dupont a prononcé cet hommage de la Fédération du PCF du Finistère à notre camarade :

À la déclaration de guerre, Yves Autret, formé dans le milieu ouvrier de Pont-de-Buis et par ses professeurs progressistes de l'école républicaine, était un militant des Jeunesses Communistes.

Il prends la responsabilité des Jeunesses Communistes et entre dans la Résistance à Pont-de-Buis sous la direction d'Albert Abalain, fusillé au Mont Valérien le 17 septembre 1943.

Il organise la jeunesse résistante FTP dans le Finistère, l'action directe contre l'occupant, les sabotages. À la fin de la guerre, sous le nom de guerre et de clandestinité de capitaine Pierre, il devient membre de l'état-major FTPF dirigé par Daniel Trelu, puis il participe au Comité Départemental de Libération et continuera à militer pour le Parti Communiste et la justice sociale dans le centre-Finistère.

Notre pays et les Finistériens peuvent être reconnaissants vis à vis d'hommes comme Yves Autret qui, la foi progressiste et révolutionnaire chevillée au corps, ont placé les exigences de liberté, d'égalité et de justice au-dessus de leur intérêt propre et ont permis de libérer le territoire de l'occupation nazie. Le parti communiste est fier d'avoir suscité ces dévouements pour la nation et d'avoir compté dans ses rangs des hommes ayant manifesté un tel héroïsme par sens du collectif, de la lutte et du devoir.

Nous ne devons pas laisser se dilapider leur héritage, celui du CNR et de son programme « Les jours heureux », et surtout

nous leur devons d'en être dignes.

La Fédération du Finistère du Parti Communiste Français, le 19 août 2017



Une belle fête du PCF au Guilvinec samedi 15 juillet



La fête de la section communiste du pays bigouden au Guilvinec a encore été réussite cette année. Participation populaire, groupes de musique et échanges politiques préparant résistances et alternatives à Macron et son monde de la finance, ont fait son succès.

Ci-dessous l'intervention d'Ismaël Dupont, secrétaire départemental du PCF 29, lors de cette belle soirée du samedi 15 juillet 2017.



Bonjour à toutes et tous,

Quel plaisir d'être là avec vous sous le soleil à cette belle fête du Travailleur Bigouden, à l'invitation de la section communiste du Pays Bigouden!

Quel plaisir de nous retrouver au Guilvinec, ville de pêche et de conserveries, de chantiers navals, petite ville à forte mémoire ouvrière!

Les militants et sympathisants communistes se sentent ici en pays ami comme dans tous les ports du pays bigouden, de la pointe sud-ouest du Finistère, entre Douarnenez et de Concarneau.



Le Guilvinec, un port empli de luttes et résistances sociales et politiques

En 1926, c'est la grande grève des ouvrières des conserveries au Guilvinec, à Lesconil et dans tous les ports aux alentours, organisée avec l'aide de **Charles Tillon** de la CGTU, futur

grand résistant et membre des Brigades Internationales pendant la guerre d'Espagne. Les ouvrières demandaient 22 centimes d'augmentation pour leur tarif horaire. « *Pemp real ar vo !* » : ce sera un franc 25.

Les ouvrières bigoudènes à coiffe manifestaient en chantant l'Internationale et des chansons de lutte en breton, drapeau rouge en tête.

Une image forte de la lutte des classes en terre bretonne qu'a immortalisée en 1982 l'artiste quimpérois **Alain Le Quernec** pour une conférence de l'UL CGT sur les luttes sociales en pays bigouden.

Charles Tillon, élu conseiller municipal à Douarnenez avec **Daniel Le Flanchec**, raconte qu'une ouvrière d'usines de conserverie sur quatre ou cinq était tuberculeuse. « *Le mouvement victorieux des femmes d'usine a entraîné les pêcheurs à mieux prendre conscience de leurs droits et qu'en labourant la mer, ils étaient à la source de tout* ».

Il est resté des traces profondes de ce beau combat des forçats de la mer dans l'histoire politique et sociale de la région.

Le Guilvinec faisait partie des 5 communes à municipalités communistes du Finistère à la veille du Front Populaire en 1935 avec Treffriagat, Beuzec-Conq, Douarnenez et Concarneau.

Pendant la guerre, la résistance communiste au Guilvinec fut importante, animée notamment par l'ancien maire **Marc Scouarnec** jusqu'à son arrestation, **Pierre Cossec**, **Pierre Tanneau**, etc.. qui constituèrent une cellule communiste clandestine.

Jean Le Brun, futur maire communiste du Guilvinec fut déporté à Buchenwald. Employé à France Navigation, il faisait passer des armes à l'Espagne République, appartenait au réseau « *Orchestre Rouge* ». Déporté à Buchenwald, **Marcel Paul**, dirigeant communiste de la Résistance du Camp, le chargea de

protéger coûte que coûte Marcel Bloch, le futur Marcel Dassault, l'avionneur qui avait accordé des congés payés aux ouvriers de ses usines avant même le Front Populaire et dont les services étaient jugés nécessaires à la reconstruction de la France par le Parti Communiste.

De 1945 à 1983, avec les anciens résistants Marc Scoarnec et Jean Le Brun pour maires, Le Guilvinec est restée une mairie gérée par les communistes.

Si le communisme, la « *jeunesse du monde* » pour reprendre les propos d'Henri Malberg, est toujours une tâche à réaliser et non un patrimoine muséal à gérer, bien sûr, c'est aussi en se tournant vers ce passé du communisme populaire aux fortes traditions locales, et ses combats pour la dignité des ouvriers, des pêcheurs, des travailleurs, pour la liberté de notre pays et la lutte contre l'occupant nazi et les collaborateurs, que l'on tire des leçons d'engagement et de politique.



Les communistes à l'avant du combat antifasciste

Ainsi, c'est en mesurant le poids des combats de nos aînés que nous avons jugé nécessaire de faire à nouveau barrage à l'extrême-droite et aux idées rances de Marine Le Pen aux élections présidentielles.

Et avant cela de tout mettre en œuvre pour rassembler et faire gagner une gauche capable de préserver et d'étendre les

conquêtes sociales et démocratiques, parce qu'elle affronterait le monde de l'argent. Nous n'avons pas envie que l'on continue à abîmer les services publics, l'hôpital, la sécurité sociale, le droit du travail, à renforcer la pauvreté, la précarité et le chômage avec des politiques pro-finance et inégalitaires.

Nous avons pris nos responsabilités en plaidant pour l'unité de la gauche authentique et en soutenant Mélenchon après un long débat interne et un vote souverain assez partagé de nos adhérents pour tenter de qualifier un candidat de gauche au second tour des Présidentielles.

Nous n'avons pas réussi à gagner notre pari, mais la barre était très haute tant les institutions desservent la gauche d'alternative et tant Hollande et les socialistes qui l'ont soutenu ont une responsabilité écrasante sur le discrédit de la gauche pour une grande partie de nos concitoyens.

Le piège présidentialiste s'est refermé

Un candidat qui a obtenu 24 % des voix aux premiers tours des présidentielles, qui a bénéficié d'un vote CONTRE au second tour, et d'une résignation aux législatives, va bénéficier de tous les pouvoirs pour mener, avec une majorité hybride et caméléon (ex-PS centristes ou de droite comme Le Drian et écolos centristes, nouveaux venus à En Marche, droite libérale) mais une majorité aux ordres, un projet de gestion de l'économie et de la société au service du *big business*.

Les forces de l'argent avaient deux fers au feu, Fillon et Macron.

Fillon délégitimé par la radicalité de son programme et de ses appuis de droite extrême, par ses affaires d'enrichissement familial, c'est Macron, soutenu dès le départ par bon nombre de milliardaires, d'actionnaires du CAC 40 et de patron de presse, qui a réussi le tour de force de gagner un projet néolibéral, austéritaire, et pro-Europe des marchés, minoritaire

de notre pays, en réussissant à fédérer différentes fractions de la bourgeoisie et à se faire passer pour le candidat du renouveau, lui dont la politique est promue par les élites depuis 35 ans, lui qui était le conseiller, puis le ministre des Finances, de François Hollande.

Lui qui a inspiré ces cadeaux aux grandes entreprises qu'étaient le CICE et le Pacte de responsabilité, mesures dictées par le MEDEF qui ont coûté 40 milliards d'euros aux finances publiques, avec pour résultat 500 000 chômeurs en plus, 46 milliards de dividendes versés par les entreprises à leurs actionnaires en 2016 (13 % en plus) !

Dans ce contexte difficile, avec un second tour des présidentielles ayant vu l'élimination de la gauche, l'affrontement entre néo-libéralisme et populisme d'extrême-droite, nous regrettons profondément l'attitude de Jean-Luc Mélenchon et de la direction de France Insoumise qui, malgré l'appui des communistes à Jean-Luc Mélenchon aux présidentielles (414 parrainages d'élus communistes pour le candidat), ont préféré joué la concurrence et le cavalier seul aux élections législatives, pour tenter d'installer une nouvelle hégémonie à gauche.



La situation méritait autre chose que des luttes électorales fratricides

Résultat : une abstention record, un éparpillement des voix, 28 députés communistes et France Insoumise là où nous aurions

pu en compter deux fois plus ! La gauche, si l'on compte les députés PS non ralliés à Macron, et qui sont pour l'instant dans une politique de ni-ni très équivoque, ni opposition, ni ralliement au nouveau Bonaparte du monde des affaires, ne compte plus que 64 députés.

Une déroute inédite pour la gauche, à référer à ses moins de 30 % des élections présidentielles : signe d'une dangereuse recomposition en cours, d'un vrai risque de marginalisation, et du poids terrible des logiques anti-démocratiques de la Ve République : personnalisation du pouvoir et des enjeux politiques, toute-puissance du président, dépendance du monde politique par rapport au monde de l'argent, élections législatives transformées en instance de validation des dynamiques des présidentielles, absence de proportionnelle.

Les résultats du PCF ne sont globalement décevants aux législatives, malgré notre implantation militante active tout au long de l'année en dehors des campagnes électorales, des candidats souvent jeunes, issus du monde du travail, élus de terrain au bon bilan, en dehors des régions d'implantation forte, nous ne résistons pas à la vague France Insoumise avec qui nous partageons un espace politique, celui de la gauche de transformation.



Des député.e.s communistes au service du peuple contre Macron et pour de nouveaux droits sociaux démocratiques pour tou.te.s !

Malgré tout, nous avons 12 députés communistes à l'assemblée nationale, dont 9 nouveaux, en comptant **Huguette Bello**, du PC réunionnais. Et nous pouvons former un groupe autonome avec 4 députés d'outre-mer de gauche. Groupe présidé par **André Chassaigne** avec les députés de Seine-Maritime **Sébastien Jumel** et des Bouches-du-Rhône **Pierre Darhéville** comme porte-paroles.

Ces députés communistes ont déjà commencé à batailler contre le Président de « *ceux qui comptent* », celui qui regarde de haut « *ceux qui ne sont rien* » dans les gares, comme ces « *illettrés de Gad* », celui qui prend ses consignes au MEDEF, ressuscite les préjugés les plus condescendants à propos de nos amis africains, celui qui s'achète une vitrine internationale interlope en invitant Poutine à Versailles, le milliardaire Trump, le fossoyeur du climat, populiste, imbécile et raciste, au 14 juillet, et Netanyahu, le président d'extrême-droite israélien, aux commémorations de la rafle du Vélodrome d'Hiver les 16 et 17 juillet : 13 000 juifs, dont 4000 enfants, arrêtés brutalement au petit matin par la police française, entassés au Vel d'Hiv, avant d'être transférés dans les camps de transit, puis dans les camps d'extermination allemand.

Notre regretté camarade **Henri Malberg**, qui vient de disparaître cette semaine à 87 ans, ancien dirigeant communiste de la fédé de Paris et porte-parole du groupe des élus communistes parisiens, qui a échappé de peu à la rafle du Vel d'Hiv, n'aurait pas aimé que l'on demande à un chef d'Etat brutal, raciste et irresponsable comme Netanyahu d'honorer les victimes juives du fascisme français et allemand, comme si le chef d'Etat d'Israël, engagé dans une politique de colonisation et d'apartheid à droite toute, était le porte-parole des juifs du monde entier.

Défenseurs du peuple à l'assemblée, les députés communistes ont voté contre la confiance au gouvernement Edouard Philippe, ont boycotté le discours d'Emmanuel 1er à Versailles, ils ont combattu, alinéa par alinéa, les 9 articles de la loi travail qui va encore renforcer la remise en cause du code du travail après une loi El Khomri rejetée par 2/3 des français et contre laquelle s'était levé un mouvement social de haute intensité pendant 8 mois.

Cette loi travail rejetée dans ses contours actuels par 60 % des Français qui facilite les licenciements économiques, réduit les pouvoirs d'intervention des syndicats, dénature les CDI, réduit les indemnités versés par les patrons en cas de licenciement injustifié, créant un véritable droit au licenciement abusif. Elle fait disparaître le CHSCT.

Nos parlementaires ont aussi porté dans ce débat l'exigence de la réduction du temps de travail (passage à 32h pour 2021)

Ils ont voté contre les nouvelles exonérations d'ISF (3 à 4 milliards d'euros à partager pour les riches), le maintien de la TVA à 21 %, la hausse de la CSG qui va durement frapper les retraités et continuer à détruire les fondements de la Sécu, basée sur le prélèvement sur les richesses produites dans l'entreprise.

46 % des baisses d'impôts voulues par Macron vont profiter aux 10 % de Français les plus riches a révélé le magazine Capital la semaine passée.

Nos parlementaires ont voté pour la suppression des emplois familiaux, pour que les élus condamnés pour des abus de biens sociaux deviennent inéligibles. Ils ont rejeté l'inscription dans la loi des mesures d'exception de l'état d'urgence qui menacent aussi tous ceux qui s'engageront dans la contestation sociale, les syndicalistes notamment.

Je pourrais continuer longtemps à illustrer la combativité des élus communistes, qui, dans l'ensemble, dans l'histoire, à

quelques exceptions près, sont ceux qui n'ont jamais trahi les travailleurs et les classes populaires, ceux qui ont voulu faire du respect de la dignité du peuple et de l'accès de tous aux droits essentiels un objectif de civilisation dans les Palais de la République.

Toutefois, le vrai défi, c'est de faire monter la résistance populaire à Macron et à ses politiques capitalistes, et dès maintenant d'organiser la reconstruction sur de nouvelles bases d'une gauche conquérante et rassembleuse, travaillant pour l'intérêt commun, avec un projet tenant compte des évolutions de la société et des nouvelles attentes sociales, mais ne désertant pas les piliers historiques du projet de gauche que sont la défense des exploités, l'égalité des droits, la volonté de combattre les prédatons capitalistes, la laïcité, la Paix.

Le Parti Communiste se croit utile à réaliser cet objectif de part son histoire, ses valeurs, ses idées, ses milliers de militants et d'élus.



Le capitalisme financier et mondialisé n'a jamais été si brutal, si manifestement une force de régression qu'aujourd'hui quand 8 hommes les plus riches de la planète possède autant que la moitié de l'Humanité, quand les 20 milliardaires les plus aisés de France possèdent autant que 40 % des Français (étude d'OXFAM en 2016).

Nous devons travailler aussi de son côté à réveiller une

perspective d'espoir et de société non soumise à l'argent et au capitalisme, à repenser notre stratégie, notre communication, notre présence et notre organisation militante, nos propositions, pour contourner le « mur ou du mépris du silence » des médias publics ou privés, et ne pas laisser aux seules forces populistes et bonapartistes le terrain.

Ce sera l'objet notre congrès extraordinaire en 2018.

Merci de votre attention et bonne fête !

Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF 29

[La Commune contre Versailles : Vœux 2017 du PCF Finistère](#)



Ismaël Dupont secrétaire départemental du PCF Finistère et Xavier Compain, porte-parole des communistes bretons.

Tout d'abord, au nom du Conseil Départemental du PCF

Finistère, merci à tous d'avoir bravé le froid et répondu présent, adhérents, élus du PCF, représentants syndicaux, associatifs, représentants des forces de gauche du département. Nous avons le plaisir d'accueillir ce matin Xavier Compain, nouveau secrétaire régional et porte-parole du PCF Bretagne, candidat du Front de Gauche aux Régionales, membre de la direction nationale du Parti Communiste et animateur du pôle Agriculture-Pêche-Forêt. Nous avons voulu cette année, marquée par les campagnes présidentielle et législatives, par les périls liés au retour au pouvoir d'une droite radicale, ultra-libérale, et aux volontés de conquête d'une extrême-droite en embuscade, faire des vœux avec un fort contenu politique.



« La Commune contre Versailles : mobilisés contre la monarchie présidentielle ! »

Il y a exactement 224 ans, le 21 janvier 1793, était décapité le roi Louis XVI, redevenu Louis Capet, après un procès d'un mois à la Convention.

Le « *règne des préjugés serviles* », comme le disait Marat dans son compte rendu de la première comparution du roi devant la Convention, allait-il prendre fin définitivement ?

Était-il venu le temps de la souveraineté du peuple ? De la fin du despotisme et de l'assujettissement ?

L'histoire a bien montré que les choses n'étaient pas aussi simples, les différentes périodes de notre Ve République, et

tout dernièrement les cinq ans du quinquennat Hollande, ont fait une nouvelle fois la démonstration que nos institutions et nos pratiques politiques relevaient encore d'une forme de **monarchie présidentielle**.

Ce n'est pas ces temps de campagne électorale et les fièvres narcissiques et idolâtres de la Présidentielle qui vont nous apporter de démenti. Où l'on voit des candidats auto-proclamés, persuadés de leur prédestination, habités par le sentiment de leur importance, je pense notamment à Macron, s'auto-produire en super-héros devant des milliers de fans qui vibrent au spectacle de la Providence revenue sur terre, et des médias qui, plutôt que de décortiquer les programmes et de les confronter, nous font assister au lever, au coucher, aux parties de chasse et de frivolités des prétendants à la royauté entourés chacun de leur nuée de courtisans anxieux attendant d'une éventuelle victoire des avantages divers.

C'est Versailles !

C'est toujours Versailles... et la Commune qu'on assassine ! La Commune qui avait pris le dessus en 1792-1793, celle qu'on écrasa en 1871.



La faiblesse des politiciens soumis au capitalisme financier

Et pourtant, les Présidents semblent, à tout observateur sérieux, ne jamais avoir eu si peu de pouvoir de changer le cours des choses.

Faute à la réduction du pouvoir politique et économique de la France, qui n'est plus cette puissance internationale dont on redoute l'arrogance, à la mondialisation libérale, aux contraintes institutionnelles et monétaires de l'Europe, et surtout à ces nouvelles féodalités bien plus puissantes que les anciennes que constituent les Pouvoirs capitalistes : banques, sociétés d'assurance, milliardaires actionnaires de centaines de sociétés, de médias, comme Bernard ARNAUD, qui gagne 1 million d'euros par heure, ce qu'un salarié moyen mettra 50 ans à accumuler !

C'est cette perte de sens et de pouvoir du « Président-roi » qui fait que fonction présidentielle et ministérielle n'est plus sacrée.

On gifle le premier ministre. On se moque du Président. On lui crache à la figure en pensée tous les matins.

C'est à cause de l'inefficacité tragique du pouvoir politique face à l'aggravation des problèmes qui minent notre société : désindustrialisation, chômage de masse, précarité, croissance des inégalités et de la pauvreté, souffrances au travail.



Le pouvoir du peuple passe par d'autres choix

Pour nous évidemment, cette inefficacité politique face au chômage, aux inégalités, à la dégradation des conditions de vie et de travail, n'est pas fatale, elle procède de choix politiques conscients et de longue durée visant à renforcer considérablement les Pouvoirs Capitalistes, et ce n'est pas

une élection qui à elle seule peut changer le cours des choses, mais la prise de conscience des peuples, leur décision de ne plus subir, de ne plus accepter, et de s'organiser pour mettre en mouvement leur puissance transformatrice.

Mais le besoin de réponses urgentes à ces problèmes qui se métastasent dans notre société, créant de la brutalité, de la haine de soi et des autres, se retrouve aussi dans les espoirs immodérés, irrationnels, que l'on place dans l'avènement au pouvoir suprême d'une personnalité.

Eugène Pottier nous a pourtant prévenu dans les Paroles de l'Internationale, la Commune contre Versailles, disais-je :

« Il n'est pas de sauveurs suprêmes – Ni Dieu ni César ni Tribun – Producteurs sauvons-nous nous-mêmes ».

L'inversion du calendrier électoral par Lionel Jospin, le passage au Quinquennat, et le renoncement à toute forme de proportionnelle à l'élection législative, ont encore accentué le problème d'une toute puissance du Président dans la vie politique française, avec un gouvernement qui ne procède pas d'une majorité parlementaire, mais de son élection personnelle.

Aujourd'hui, nous nous trouvons face à des majorités parlementaires qui mangent dans la main du Président, qui subissent son agenda, le plus souvent non dévoilé pendant l'élection, issu de calculs et d'influences. On préside, on gouverne sans contrat, sans légitimité démocratique.

Les députés, comme les 10 députés du PCF et du Front de Gauche, proposent des lois de progrès social, on ne leur accorde pas la moindre attention. Le cœur de la majorité vote comme un seul homme, lié par une solidarité mécanique et d'intérêts, les dispositifs gouvernementaux les plus aberrants voulus au sommet de l'État.

Le 28 janvier, je serai, avec d'autres candidats aux

Législatives du Parti Communiste, présent au rassemblement devant l'Assemblée Nationale, pour dire notre volonté et notre besoin d'en finir avec cette monarchie présidentielle, celle qui consiste à utiliser le 49-3 pour faire passer une loi de dérégulation du travail et de précarisation des travailleurs rejetée par 2/3 des Français et qui n'auraient pas trouvé de majorité de gauche au Parlement, celle qui permet de s'asseoir sur ses promesses de campagne en soumettant les besoins sociaux du pays aux règles du traité budgétaire européen austéritaire et libéral négocié par Merkel et Sarkozy, dépossédant ainsi le peuple du pouvoir de choix économique et budgétaire sans la moindre consultation populaire, celle qui redessine les collectivités et les régions françaises sans veiller à ce que les citoyens aient leur mot à dire, celle qui envoie les syndicalistes et les salariés en lutte pour leurs emplois en justice, celle qui matraque et violente les jeunes engagés dans les combats sociaux et environnementaux, et protège les délinquants en col blanc, comme dernièrement Christine Lagarde, les évadés fiscaux, les corrompus du monde politique et économique, celle qui préserve et approfondit des inégalités sociales pour servir les intérêts d'une petite élite qui s'auto-congratule, s'auto-alimente, s'auto-distribue les places à responsabilité d'un bord et de l'autre de manière à ce que les intérêts de la finance et de l'oligarchie soient bien préservés malgré les alternances.

Oui, la Révolution reste au programme...



La Révolution est toujours d'actualité

Peut-être pas de l'histoire enseignée à l'Éducation Nationale, ou alors sous une forme momifiée, déchargée de sa dimension subversive. Mais au programme de notre temps !

Une révolution pour que le peuple cesse d'être méprisé, pour qu'il cesse d'abdiquer sa souveraineté et soit rétabli dans ses droits !

Une révolution démocratique qui permette de refonder notre démocratie politique et sociale, qui rende possible un nouveau « printemps pour notre république » pour reprendre le titre d'un essai stimulant et brillant de notre camarade marseillais Pierre Darhéville, candidat aux législatives lui aussi avec Gaby Charroux.

Aujourd'hui, il y a urgence à dépersonnaliser nos institutions, à déprofessionnaliser la politique, à détechnocratiser la prise de décision. Il faut mettre fin au cumul des mandats dans le temps et en nombre comme à certain privilèges et rentes de situation des grands élus.

Mais surtout, si on veut réconcilier les citoyens avec la politique, il faut reconstruire une perspective de mieux vivre social par l'action collective, au lieu de la guerre de tous contre tous, de l'individualisme, du salut des plus débrouillards et de la compétition économique qui font aujourd'hui force de loi.

La Révolution sociale – et internationale – dans le régime de la propriété, de l'échange, de la production, des rapports internationaux, est toujours et plus que jamais au programme quand les 8 personnes les plus riches de la planète possèdent autant que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, quand 10 % de la population mondiale vit avec moins de 2 dollars par jour, quand les 14 membres du cabinet Trump, soi-disant « *le candidat anti-système de la revanche des classes populaires contre les démocrates* », possède autant de richesse qu'un tiers des Américains et que les 60 Etats les

plus pauvres de la Planète.

Certes, les expériences de révolution communiste ou socialiste au XXe siècle n'ont pas été des succès éblouissants, certes elles ont posé la question en leur fond du Pouvoir oppressif, certes le projet révolutionnaire est à réinventer, à reconstruire, tenant compte de l'affaiblissement sociologique du monde ouvrier, des défis écologiques, de la démocratie et du droit des individus et des minorités à disposer d'eux-mêmes, mais il serait mortifère de prétendre que notre société capitaliste, inégalitaire, oligarchique, est le dernier mot de l'espoir humain, de renoncer aux exigences de l'intérêt général et de la raison qui commandent de penser une alternative à ce système qui assure la toute-puissance aux possédants, nourrit l'exploitation, l'intolérance, la peur et la haine de l'autre.

On fête aussi cette année les 100 ans de la Révolution d'Octobre, qui, dans la longue nuit de la première guerre mondiale, dans l'agonie des rêves internationalistes et de paix du mouvement ouvrier et socialiste, a permis le renouveau d'une appropriation populaire de la lutte politique et de l'espoir d'un monde débarrassé de l'exploitation.

Les Partis Communistes, avec toutes les limites des modèles proposés qui n'en étaient pas et notamment de la sujétion à la dictature soviétique, ont servi dans l'histoire de notre pays et du monde de puissants moteurs aux combats démocratiques, féministes, anti-colonialistes, et aux conquêtes sociales.

Ils ont permis la constitution du peuple et des prolétaires en sujets politiques que l'on respecte et que l'on craint.

Ils ont fait de l'engagement politique autre chose qu'une lutte de pouvoir : un dévouement désintéressé et total, guidé par la soif de justice sociale, l'optimisme, et la foi, le goût de l'héroïsme ,

Un outil pour forger des solidarités concrètes, pour nourrir

la fraternité et faire émerger la liberté dans la lutte, pour construire de l'égalité là où les dominations s'entretenaient avec plus ou moins d'apparences dissimulatrices.



Les communistes porteurs d'unité : le chemin des conquêtes sociales et démocratiques

On l'a redécouvert dernièrement avec le film de Gilles Perret « *La Sociale* » sur Ambroise Croizat et la naissance de la Sécurité Sociale, la France serait tout autre sans le Parti Communiste, son engagement dans le Front Populaire, la Résistance, la construction d'une République sociale à la libération, les mouvements populaires contre la guerre, la colonisation, pour le progrès social, sans l'horizon que l'utopie communiste a donné aux combats pour la dignité des travailleurs et des laissés pour compte.

Le Parti Communiste reste aujourd'hui essentiel pour placer la question du rassemblement populaire sur des contenus progressistes et émancipateurs au cœur de la Gauche.

Il reste indispensable à gauche pour allier refus des stratégies du pire et de l'accommodement devant les victoires de la droite et de l'extrême-droite, la préoccupation constante pour les améliorations concrètes de la condition des gens, mêmes modestes et partielles, dans les collectivités et

le pays, avec le maintien d'une perspective révolutionnaire de remise en cause de la propriété capitaliste et de remplacement de ce système capitaliste basé sur la lutte des classes, l'écrasement des classes subalternes, l'exploitation, l'individualisme forcené, qui produit des monstres comme la guerre, l'impérialisme et le fascisme.

Aujourd'hui, le Parti Communiste compte 120 000 adhérents, dont 56 000 adhérents à jour de cotisation. Dans le Finistère, dans notre vingtaine de sections, 600 adhérents à jour de cotisation, autour de 800 en comptant ceux qui ne le sont pas, et une trentaine d'élus.

Ce n'est pas rien.

C'est une force pour mobiliser la population sur des objectifs de récupération de ses droits, et d'abord de ses droits à l'écoute et à la parole, et sur des objectifs de progrès sociaux, démocratiques, économiques et écologiques.

Évidemment, cela ne suffit pas, et nous n'avons pas la prétention, quant à nous, de pouvoir peser sur le rapport de force tous seuls, ni de volonté hégémonique à gauche. Nous savons que même dans ces temps troublés et mouvants, on ne se projette pas en avant en faisant table rase complète du passé.

Aujourd'hui, nous savons que toute la gauche, à cause des victoires sociales, culturelles et idéologiques du capitalisme, du fait de 35 ans de politique néo-libérale, d'un manque de consistance du projet social-démocrate dans l'Europe et la mondialisation actuelle et d'un déclin et d'une crise du communisme qui remonte à 10-15 ans plus tôt, est en crise comme réalité institutionnelle, organisationnelle, et comme repère symbolique.

Tant le mot, l'étiquette et les idées ont été galvaudés, tout particulièrement ces dernières années.

Pour autant, pour nous, la gauche est encore une idée qui nous parle, qui renvoie à un socle de valeurs, à des référents historiques fondamentaux, à des clivages que l'on aurait tort de jeter aux oubliettes de l'histoire.

Trois candidats qui ont le vent en poupe aux élections présidentielles, Macron, Le Pen et Mélenchon, se réclament publiquement de la volonté de dépasser le clivage droite-gauche, pour opposer citoyens, population laborieuse, et Élités, règne des Partis ou Système.

On prend ainsi exemple sur le fascisme des années 30 pour Marine Le Pen, sur le mouvement « 5 étoiles » italien ou sur Podémos, pour Macron et Mélenchon.

Il y a des effets d'opportunité et d'efficacité à attendre certainement du discrédit dans une partie de l'opinion des partis traditionnels, mais il y a aussi des dangers à nourrir l'idée que le clivage droite/gauche et les partis seraient obsolètes et de l'hypocrisie à le faire quand on en est en train d'en reformer, avec des pratiques très centralisatrices basées plus sur le pouvoir personnel que sur la démocratie militante.

Dans un contexte d'attaques inégalées contre le monde du travail en 2016, par un gouvernement dit de gauche, l'année des 80 ans du Front Populaire pourtant, le Parti Communiste a multiplié les initiatives depuis un an pour que 2017 puisse être une année où une alternative de gauche à l'austérité devienne une réalité.

En organisant « les lundis de la gauche », dès les premières semaines de 2016 pour faire converger la gauche qui ne partage pas le bilan de François Hollande, en déployant une grande consultation « *Que demande le peuple ?* » qui a permis de prendre le pouls du pays auprès de 400 000 personnes, en travaillant avec de nombreuses initiatives comme l'*Appel des 100*, au niveau national, le PCF a tout mis en œuvre pour que

la gauche anti-austérité soit au deuxième tour de la présidentielle.

Et pour qu'un rassemblement de la gauche des contenus de progrès déjoue le scénario mortifère d'un second tour Droite-Extrême-droite.

A l'heure de leur choix pour les Présidentielles, après des mois de débats de haute tenue et fraternel, malgré les avis tranchés, les doutes, tant la situation nous apparaissait minée, dangereuse et insatisfaisante, les adhérents communistes ont fait le choix souverain, avec une participation très forte à leur consultation interne, d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon mais aussi de poursuivre les efforts de rassemblement pour que cette candidature soit présente au deuxième tour et soit en capacité de remporter l'élection présidentielle.

Dans le Finistère, nous avons lancé un appel au rassemblement pour les élections législatives dès juillet sur la base de la constitution possible d'un socle programmatique commun dans la foulée de mois de mobilisations contre la loi travail, sur les enjeux environnements, les droits des migrants. Dans ce cadre, nous avons organisé 6 ou 7 rencontres bilatérales dans ce sens, qui n'ont malheureusement pas abouti jusqu'à présent à une volonté des autres – notamment d'EELV, du NPA, du Parti de Gauche et de France Insoumise- de faire du commun.



2017 : Nous sommes une majorité à vouloir le progrès social, écologique et démocratique

Nous estimons qu'il est nécessaire et possible d'avoir des députés qui rejoignent les bancs du groupe du Front de Gauche, à condition de partir en campagne très vite et de proposer un large rassemblement.

Nous avons lancé notre campagne en faveur du vote pour Jean-Luc Mélenchon avec cet objectif : élargir le rassemblement le plus loin possible, pour battre la droite, le Front national, éviter le drame d'un second tour Fillon-Le Pen et qualifier une véritable politique de gauche au second tour.

Les bas salaires, la pauvreté qui ne cesse de grandir, le chômage, la précarité toujours plus présente, les services publics qui dépérissent, nos industries malades, des actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes au détriment de l'emploi : la France est malade de ces politiques d'austérité qui n'ont de cesse de l'affaiblir.

Le temps du renoncement doit cesser, il est temps d'écrire une nouvelle page de l'histoire sociale, d'un nouvel âge de la Sécurité sociale, d'une nouvelle industrialisation de notre pays en un mot redonner l'espoir en un avenir meilleur.

Pour cela, il faut aussi que chacun prenne conscience de ses responsabilités et que l'on parvienne à rassembler la gauche d'alternative et de progrès.

Je le dis comme je le pense, le choix de Mélenchon et de France Insoumise pour l'instant de refuser d'envisager des rassemblements aux législatives avec le PCF, leurs ex-partenaires du Front de Gauche, sur des bases autres qu'un ralliement et une soumission, est incompréhensible objectivement, irresponsable et irrespectueux.

Présenter des candidats France Insoumise contre les députés du Front de Gauche et du PCF, c'est faire le choix de la division à gauche, de l'affaiblissement du PCF pour créer une nouvelle structure suivant l'agenda et les *desiderata* exclusifs de Mélenchon.

Nous ne laisserons pas accomplir ce projet mortifère pour la gauche et le pays.

Le PCF connaîtra son centenaire, dans les temps difficiles qui nous attendent probablement, il saura montrer qu'il reste une force qui attire la jeunesse qui rêve d'une autre société et veut s'organiser collectivement, une force militante de résistance et de mobilisation populaire sur laquelle la population et tout particulièrement les défenseurs de la démocratie, des idées républicaines, anti-racistes, de la Paix, de la justice sociale et de la paix, peuvent compter.

AVIS

Au cours de l'année 1942 et jusqu'au début de l'année 1943, les citoyens français dont les noms suivent ont commis, dans le département des Finistère, de nombreux actes de sabotage et de terrorisme contre les troupes d'occupation allemandes. Ces actes ont été réalisés, le pluspart du temps, en commun, et à l'aide d'armes et explosifs.

1. Pirman, Jean-Louis, né le 17-10-1881.
2. Le Raë, Louis-Louis, né le 7-5-21.
3. Gilson, Yves-Jean, né le 15-10-1897.
4. Vulliamin, Charles-Jules, né le 28-3-1928.
5. Abalain, Albert-Louis-Marie, né le 13-2-1915.
6. Rannou, Albert-Marie, né le 2-3-1914.
7. Monot, Paul-Mathurin, né le 1-6-1921.
8. Aggwaerth, Lucien-Etienne, né le 11-10-1891.
9. Ropars, Joseph, né le 8-10-1912.
10. Berger, André-François, né le 30-12-1928.
11. Taurrec, Jean-Marie, né le 26-3-1908.
12. Rolland, Albert-François, né le 28-1-1913.
13. Rolland, Etienne-René, né le 10-11-1916.
14. Le Cost, Paul-Félix-Pierre, né le 2-6-1913.
15. Quétrier, Jean, né le 23-4-1912.
16. Dagarret, Louis-Théophile, né le 2-5-1905.

D'autre part, les citoyens français dont les noms suivent ont entrepris activement de recruter le parti communiste légal, dans le but de combattre les troupes allemandes d'occupation :

17. Moreau, Henri, né le 25-10-1908.
18. Le Guez, Louis-Marie, né le 25-2-1907.
19. Laffeur, Eugène-Constant, né le 6-3-1889.

Les personnes susdésignées ont, en conséquence, été condamnées à mort le 28 août 1943, par le tribunal de guerre allemand compétent, les 16 premiers pour actions de terrorisme, et les trois derniers pour agissements en faveur de l'ennemi. Le jugement a été exécuté.

Il est rappelé à nouveau à la population civile française qu'elle s'expose à de graves conséquences en prenant part à des actes de sabotage ou de terrorisme ou en entrant en contact avec les organisations dirigées contre les troupes allemandes d'occupation.

DER MILITÄRBEFEHLSHABER IN FRANKREICH.

Le PCF, fidèle aux luttes passées, pour l'avenir d'une France en commun

Pour finir, je voudrais lire, pour rendre hommage à ces hommes de devoir à qui nous devons je crois une fidélité indéfectible aux rêves et espoirs qui leur ont permis de rester debout, la dernière lettre d'Albert Rannou.

Cette lettre fut retrouvée sous forme manuscrite tout récemment, parce qu'elle m'a été confiée par un sympathisant communiste de Pleyber-Christ. Elle a été écrite, juste avant son exécution, par Albert Rannou le 17 septembre 1943, résistant communiste brestois, maçon de l'arsenal originaire de St Thégonnec, ancien des Brigades Internationales, fusillé au Mont Valérien avec André Berger et Henri Moreau, Joseph Ropars et Albert Abalain.



Fait à la Prison de Fresnes le 17 septembre 1943

« Cher Papa et chère Maman

Il est 11 heures moins le quart, on vient de nous prévenir qu'on va être fusillés à 16 heures. Je vais donc donner ma vie à la France, pour ma patrie que j'ai toujours aimée et pour laquelle j'ai combattu. Je meurs content car mon sacrifice (j'en ai la certitude) n'aura pas été vain. J'ai lutté durant ma courte existence pour le bonheur des travailleurs et pour que la paix règne en ce monde.

(censuré)

Mes chers parents, vous savez que je vous ai toujours aimés et que vous me le rendez bien ainsi qu'Yfic. Ça me fait une peine immense de vous quitter à jamais. Je ne sais comment vous exprimer toute ma gratitude pour ce que vous avez fait pour moi. Vous m'avez choyé depuis mon enfance jusqu'à ma dernière heure. Si quelquefois je vous ai fait de la peine, vous m'avez pardonné. Je n'oublie pas non plus ma belle-sœur. Grand-mère et toute la famille auxquels vous voudrez bien envoyer mes amitiés dernières. Je pense à vous tous en ce moment qui est plus pénible pour vous que pour moi. Je viens de voir l'aumônier, j'ai refusé la communion. Donc aucun service religieux à mon intention. Mes amitiés aussi à tous les

voisins et camarades, qu'ils sachent que j'ai fait mon devoir de Français et de communiste.

Papa, Maman, ma dernière pensée sera pour vous et pour mon frère. Je vous embrasse tous dans un même élan.

Soyez courageux.

Adieu tous.

Votre fils Albert.

Vive la France, Vive le parti communiste

Paix- Liberté- Justice »



Suite à cela, **Xavier Compain, porte-parole régional du PCF**, a pris la parole pendant 20 minutes sur des thématiques complémentaires rattachées aux campagnes du PCF national et Bretagne: « *La Bretagne en commun pour le désarmement nucléaire, la relocalisation des revenus paysans, la revalorisation des salaires , l'accès à l'égalité des soins pour tou.te.s, la république et ses services publics dans tout les territoires, la solidarité internationale.* »

A la Libération, les otages auront des obsèques nationales.

Depuis le souvenir n'a jamais faibli et chaque année et nombreux sont les Concarnoises et les Concarnois qui chaque année se souviennent du combat des résistants de la première heure et tiennent à leur rendre hommage à l'endroit même où ils ont été exécutés.

Cet hommage -au moment où résonne sombrement l'épilogue de la pièce de Bertolt Brecht *La résistible ascension d'Arturo Ui* : «*Vous, apprenez à voir, plutôt que de rester les yeux ronds. Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde* » – prend une urgence, une importance particulières.

L'actuel maire « Les Républicains » de Concarneau, André Fidelin, ex UMP, rentrera lui aussi dans l'Histoire, par la petite porte, pour avoir supprimé la mise à disposition d'un car municipal à celles et à ceux qui voulaient se rendre à Chateaubriant dimanche 23 octobre pour la cérémonie de mémoire et d'hommage.



Il y a des décisions lourdes du symbole qu'elles portent.

La section Concarnoise et la fédération du Finistère du PCF s'élèvent avec force contre cette attitude singulièrement révélatrice.

Concarneau. Brest le 19 octobre 2016

PCF Concarneau – PCF Finistère

Cérémonies de Châteaubriant du 22 octobre, rectificatif au communiqué de la Fédération du Parti Communiste.

Chaque année la Ville de Concarneau prévoyait au budget la somme qui permettait la mise à la disposition d'un car pour les participants au déplacement pour la commémoration de la fusillade de Châteaubriant et de l'exécution des Concarnois Marc Bourhis et Pierre Guéguen.

Les services informaient les Concarnois par des communiqués dans la presse locale.

Nous transmettions l'information autour de nous, recueillions les inscriptions et retenions un restaurant.

C'était le cas depuis le maire socialiste, Gilbert Le Bris, a répondu d'une manière positive à notre demande et jusque 2015 avec le maire de droite, André Fidelin. Nous avons pris conscience du désengagement de la municipalité le 14 octobre seulement (personnellement le 15). Avant cela, j'ai, plusieurs fois, physiquement ou par téléphone, tenté de joindre la secrétaire du maire sans succès pour avoir des certitudes et faire le travail indiqué ci-dessus. Un élu de l'opposition « A Bâbord Toute » est intervenu au début de la semaine dernière, auprès du maire qui finalement a accepté de financer la location d'un mini-bus. Cet accord n'était pas connu quand le communiqué a été mis sur le blog.

La Ville de Concarneau a un mini-bus qui était déjà réservé à une association le 23. Ce qui, si c'était nécessaire, confirme selon moi le désengagement. Nous ne sommes jamais certains de remplir un car, mais un mini-bus si.

Finalement la ville de Concarneau a bien mis à disposition un véhicule dans les derniers jours avant la commémoration de l'exécution des otages de Concarneau.

Jean-Louis Pascal, secrétaire de section du PCF Concarneau

Rectificatif de la fédération du Parti Communiste, 26 octobre 2016, paru dans l'Humanité le 27 octobre.

« A l'occasion de la commémoration de la fusillade de Châteaubriant le dimanche 22 octobre, la fédération du Parti Communiste du Finistère s'est émue le 19 octobre, à partir des informations qui lui avaient été transmises en début de

semaine, que la mairie de Concarneau ne mette pas à disposition comme à l'habitude un car pour permettre aux Concarnois qui le désirent d'honorer la mémoire de Pierre Guéguen et de Marc Bourhis, fusillés à Châteaubriant avec 25 autres otages, communistes ou cégétistes après avoir été livrés aux autorités d'occupation allemande par le régime de Vichy. Il se trouve que la réaction était précipitée puisque la mairie de Concarneau a bien finalement financé un déplacement à Châteaubriant pour un petit groupe de Concarnois tandis qu'il leur rendait hommage dans sa ville.

La Fédération du Parti Communiste du Finistère s'excuse donc auprès d'André Fidelin, maire de Concarneau, pour cette réaction trop précoce, injuste au regard de la décision finale du maire de Concarneau ».